

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 11

Objet de la délibération : Direction du Patrimoine - Mise à disposition de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Transformation de la villa Piccarolo en école communale à Cipières - Convention subséquente pré-opérationnelle

- ☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2017.215

Date de la convocation :

Le 05/12/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **21 DEC. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **20 DEC. 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Laurence MALHERBE

*Directrice des Affaires Générales,
du Juridique et du Contentieux*

Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 11 décembre 2017

L'an deux mil dix-sept et le 11 décembre à 11h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR

ABSENTS :

Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Gilbert TAULANE, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

Monsieur BAGARIA,

La loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, a donné une impulsion supplémentaire à l'intégration des relations entre les communes et les groupements qu'elles ont constitués. L'article L.5211-4-1 III du Code Général des Collectivités Territoriales, créé par cette loi, prévoit que « les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou de plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services ».

La loi invite alors les communes intéressées et l'EPCI à fixer par le biais d'une convention les modalités de cette mise à disposition ainsi que les conditions financières.

La C.A.S.A est composée de 24 communes fortement contrastées tant au niveau démographique qu'économique. Certaines communes membres de la C.A.S.A ne disposent pas de services compétents en matière de conduite d'opérations leur permettant de mener à bien leurs projets.

Ainsi, par délibération n°CC.2017.132 du Conseil Communautaire en date du 9 octobre 2017, un projet de convention cadre a été élaboré afin de mettre à disposition des communes qui le souhaitent le Service Conduite d'Opérations de la C.A.S.A nécessaire à la réalisation de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Cette convention cadre définit les conditions de cette mise à disposition du Service Conduite d'Opérations de la C.A.S.A concernant les différents types de missions ainsi que les modalités financières.

Aujourd'hui, la commune de Cipières souhaite transformer la villa Piccarolo, située 344 route neuve, en école communale. Ne disposant pas au sein de ses services municipaux des postes nécessaires à l'accompagnement de ce projet, c'est à ce titre que, par autorisation du conseil municipal en date du 23 octobre 2017, la commune a souhaité bénéficier des ressources de la CASA et a donc signé la convention cadre le 24 novembre 2017.

En application de cette dernière, une convention subséquente pré-opérationnelle de mise à disposition des services de la CASA auprès de la commune de Cipières précise les modalités administratives, juridiques techniques et financières du projet envisagé pour la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les phases de Diagnostic, Faisabilité et Programmation.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention subséquente pré-opérationnelle, dont le projet est joint en annexe, à passer entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la commune de Cipières.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, AUTORISE :

Monsieur le Président à signer la convention subséquente pré-opérationnelle, dont le projet est joint en annexe, à passer entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la commune de Cipières.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 11 décembre 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



**S1 - CONVENTION SUBSEQUENTE PRE-OPERATIONNELLE
DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE
ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS ET LA COMMUNE DE
CIPIERES POUR LA TRANSFORMATION DE LA VILLA PICCAROLO EN ECOLE COMMUNALE**

Liminaire :

La Commune de Cippières ayant approuvé par délibération en date du 23 Octobre 2017 la Convention-cadre de mise à disposition de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage, approuvée par délibération du Conseil Communautaire n° CC.2017.132 en date du 9 octobre 2017,

Exposé des motifs :

La Commune de Cippières souhaite transformer la villa Piccarolo en école communale.

La Commune de Cippières ne dispose pas au sein de ses services municipaux des postes nécessaires à l'accompagnement de ce projet ; en revanche, le Service Conduite d'Opérations (CO) de la C.A.S.A emploie des fonctionnaires territoriaux à même de répondre au besoin de ma Commune.

La mise à disposition du service CO de la C.A.S.A à la Commune de Cippières présente dès lors un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Entre :

D'une part,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis C.A.S.A., dite « établissement d'origine » dont le siège social est à la Mairie d'ANTIBES, cours Masséna 06600 ANTIBES, représentée par son président Monsieur Jean LEONETTI conformément à la délibération du Bureau Communautaire n° BC.2017..... en date du 11 décembre 2017,

Et d'autre part,

La Commune de Cippières, dite « collectivité d'accueil », représentée par son Maire, Monsieur Gilbert TAULANE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du 23 Octobre 2017.

Article 1 - Objet

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli l'avis du comité technique de la C.A.S.A en date du 2 octobre 2017, l'avis du comité technique de la commune en date du 23 Octobre 2017, la C.A.S.A met à disposition de la commune de Cipières le(s) service(s) ou partie(s) de service(s) nécessaire(s) à l'exercice de(s) compétence(s) qui lui sont (est) dévolue(s).

La Commune de Cipières souhaite transformer la villa Piccarolo, située au 344 Route neuve, en école communale.

(ERP Type R, « Etablissements d'enseignement », de 5^{ème} catégorie)

Le bâtiment doit être conforme aux diverses exigences réglementaires (Sécurité, Accessibilité, RT 2012, ERT et ERP, Sismicité...). Il doit également être adapté aux usagers et aux gestionnaires.

Il est conclu, en application des III et IV de l'article L.5211-4-1 du C.G.C.T et de la convention-cadre citée en liminaire, une convention de mise à disposition des services de la C.A.S.A auprès de la Commune de Cipières pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la réalisation de cette opération pour les phases de DIAG, FAISA et PROG.

Article 2 - Etendue de l'assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage recouvre les missions suivantes (cocher dans la case choix) :

TYPE	DESIGNATION DE LA MISSION	CHOIX	TEMPS PREVISIONNEL			COUT TOTAL
			A	B	C	
A	DIAGNOSTIC					
A1	Diagnostics bâtiment : amiante, plomb, électrique, gaz, pollution des sols, thermique, etc.	X	20			660,00
A2	Relevé topographique	X	8			264,00
A3	Sondages géotechniques	X	8	4	4	418,00
B	FAISABILITE technique, réglementaire et financière					
B1	Définition globale des besoins					Déjà effectuée
B2	Analyse réglementaire					Déjà effectuée
B3	Estimation financière de l'opération	X	8			264,00
B4	Rapport de faisabilité	X	8			264,00
C	PROGRAMMATION	X	16			528,00
	Analyse du besoin et des contraintes	Consultation d'un AMO Programmiste				
	Faisabilité spatiale et fonctionnelle, complémentairement à la mission B4					
	Estimation financière de l'opération					
	Proposition de montage d'opération					
					SOUS-TOTAL	2 398,00
					MAJORATION 10%	239,80
					COÛT TOTAL	2 637,80

NB : Coûts exprimés en € TTC suivant l'article 4 de la convention cadre. Les missions E1a et E1b ne peuvent pas être choisies simultanément. Il en est de même pour les missions F3a et F3b. Les marchés passés dans le cadre des missions listées ci-dessus le seront entre la « collectivité d'accueil » et les prestataires extérieurs concernés.

Article 3 - Composition du service mis à disposition

En application de la présente convention, la C.A.S.A met à disposition de la Commune de Cipières tous les moyens nécessaires à la réalisation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage citée en objet en particulier un agent de catégorie A, un agent de catégorie B, et deux agents administratifs de catégorie C, du Service Conduite d'Opérations.

Le Service Conduite d'Opérations pourra solliciter les autres services de la C.A.S.A pour leurs expertises sur des problématiques spécifiques, d'ordre technique ou non, telles que les énergies renouvelables, la CVC, etc.

Article 4 – Modalités de paiement des frais de fonctionnement du service

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la transformation de la villa Piccarolo en école communale mobilisera le Service Conduite d'Opérations mis à disposition, pour la durée de l'opération, soit 30 mois à compter de la date de la présente convention.

Le montant prévisionnel des frais de fonctionnement est estimé à 239,80 €, soit DEUX CENT TRENTE NEUF EUROS ET QUATRE-VINGT CENTIMES, représentant 10% du coût global prévisionnel selon les dispositions de l'article 4 de la convention cadre.

Le paiement est effectué à l'issue de chacune des phases définies à l'article 2, suite à l'émission d'un titre de recettes à compter de l'acceptation contradictoire de l'effectivité des tâches.

Article 5 - Modification et résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage

La convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de paiement.

L'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage peut être suspendue à tout moment et sans préavis, à la demande expresse et motivée de la collectivité d'accueil acceptée expressément par l'établissement d'origine.

Le contenu de la mission peut être diminué, à tout moment et dans le respect d'un préavis de 1 mois, et ce, jusqu'à la résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage, à la demande expresse et motivée de la collectivité d'accueil acceptée expressément par l'établissement d'origine.

Article 6 - Juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nice.

Article 7 : Responsabilités et Assurance

La Commune doit souscrire une ou plusieurs police(s) d'assurance garantissant sa responsabilité à l'égard de la C.A.S.A pendant toute la durée de la présente convention cadre et couvrant la réalisation de l'ensemble des missions visées ci-avant.

A ce titre, une ou plusieurs attestation(s) d'assurance est (sont) transmise(s) par la Commune dans les quinze (15) jours suivant le début d'exécution de la présente convention.

Enfin, il est convenu d'un commun accord qu'en cas de dommages, accidents, défauts, malfaçons, vices cachés ou autres sinistres, la responsabilité du Service C.O et/ou la responsabilité individuelle de chaque agent le composant ne pourra être engagée.

En effet, la Commune restant responsable, tous les dommages, accidents, défauts, malfaçons, vices cachés ou autres sinistres résultant des actions réalisées dans le cadre de la présente convention-cadre seront pris en charge par son ou ses assurance(s).

Fait en deux (2) exemplaires

Sophia Antipolis, le

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis**

Le Maire de la Commune de Capières

Jean LEONETTI

Gilbert TAULANE

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 11/12/2017
Numéro : BC_2017_215
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mise à disposition de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Transformation de la villa Piccarolo en école communale à Cipières - Convention subséquente pré-opérationnelle
Matière : 3.5 - Autres actes de gestion du domaine public

Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : JyCwjqd

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 20/12/2017
Identifiant : 006-240600585-20171211-BC_2017_215-DE

Acte reçu

Date : 11/12/2017
Numéro interne : BC_2017_215
Code nature : 1
Code matière 1 : 3
Code matière 2 : 5
Objet : Mise à disposition de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Transformation de la villa Piccarolo en école communale à Cipières - Convention subséquente pré-opérationnelle
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20171211-BC_2017_215-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_AU-006-240600585-20171211-BC_2017_215-DE-1-1_2.PDF

N